

Salut Paul

En ce qui concerne le texte que tu nous as envoyé sur la constitution d'un «Tribunal Russel contre les crimes du nucléaire civil en 2012», nous en avons discuté au sein de notre association.

Quelques remarques sur le fond et sur la forme.

1) Sur la forme :

Ce type de tribunal n'a de raison d'être et d'audience que s'il est réellement international, et donc en opposition claire face aux institutions internationales qui servent de relais et de légitimités aux criminels et à leurs crimes. Cela ne peut donc se faire sur le nucléaire qu'en dénonçant TOUTES les instances internationales qui servent le lobby du nucléaire.

2) Sur le fond

- Pour nous, il n'y a qu'un nucléaire. Qu'il soit en costume de ville ou en uniforme militaire, c'est le même, il porte toujours une combinaison NBC.
- Le gouvernement japonais peut faire semblant de se plaindre des pratiques de TEPCO, il est autant responsable et coupable de cette catastrophe. Opposer le gouvernement japonais à la société gestionnaire est un leurre dangereux qui peut laisser croire qu'avec une autre société que TEPCO, cela ne se serait pas passé ainsi. C'est déjà ce type d'argument que l'on avançait au moment de Tchernobyl en expliquant que c'était la faute de la bureaucratie soviétique, et que par conséquent, cela ne pouvait pas arriver ailleurs.
- La vérité est connue depuis le début du nucléaire. La question n'est donc pas que cette vérité succède au mensonge. Le fait de savoir la **vérité** est indispensable, mais n'est pas suffisant face aux intérêts économiques et politiques. Ce n'est pas le mensonge qui produit des radiations mortelles, mais la cupidité du productivisme.
- La parole des experts doit être analysée pour ce qu'elle est, compte tenu des liens qui lient les experts au lobby du nucléaire. Mais au delà de la parole ce sont des actes et des propositions concrètes qui sont nécessaires aux populations. Un exemple d'acte réalisable : **obliger les experts et les pro-nucléaires à aller eux-mêmes décontaminer les réacteurs de Fukushima**, puisqu'ils sont pour ce type d'industrie, et que d'après eux c'est sans danger. Établir une liste publique de tous ces **agents de la propagande nucléaire** et leur imposer d'aller y séjourner....
- Ne pas rester sans agir en attendant la prochaine catastrophe est une nécessité. Mais agir contre la construction de l'EPR et contre le soutien actif des syndicats du nucléaire au lobby nucléocrate, passe par des actes qui sont automatiquement hors la loi. Il faut annoncer la couleur de ce : « **ne pas rester sans agir...** » ça ne doit pas être un vœu pieux. C'est comme pour les fauchages d'OGM, il y a ceux qui fauchent et ceux qui disent que c'est bien de faucher mais ne le font pas. S'il n'y a que ces derniers, il n'y a plus de fauchages, et rien que du vent...
- Faire entendre notre voix, c'est impératif. Parler de 2012 plutôt que de 2011 ou de 2013, c'est franco-français et ça ne peut avoir qu'un sens : celui de lier ce combat à des échéances électorales qui ne changeront rien à ce problème du nucléaire. Nous pensons qu'il est dangereux de laisser entendre qu'un problème aussi grave et aussi important puisse trouver un début de solution dans le cadre d'une campagne électorale où toutes les formations, de droite comme de gauche, vont s'afficher pour une vraie ou fausse sortie à terme du nucléaire, en expliquant qu'il faut étudier la question, prendre le temps de bien peser les décisions... et c'est déjà commencé avec la proposition d'un **audit-enfumoir** réalisé par les copains des nucléocrates. Le principal obstacle à une sortie du nucléaire est le monde syndical. C'est comme pour la production d'armes ; le nucléaire crée de l'emploi, c'est pour cela que les syndicats sont pour, même si on ne les entend pas beaucoup sur le sujet en ce moment... Ils vont reprendre du service.

Pour conclure ces quelques réflexions, nous pensons que le rôle d'un tribunal international contre le

nucléaire devrait avoir pour principale activité de dénoncer tous ceux qui ont rendu possible la prolifération des centrales sur le territoire, et qui font commerce de cette industrie de la mort. Cela inclut au premier chef la gauche productiviste et les syndicats d'EDF et AREVA.

Qu'en penses-tu ?

Blois le 15 avril 2011